

Synthèse des Opérations de Paix 2006 : Evolution des forces en présence, difficultés rencontrées et perspectives envisagées avril 2007

A l'instar des années précédentes, 2006 aura été le théâtre de réussites, de changements et de nouveaux défis pour les opérations de paix menées à travers le monde. Côté succès, on retiendra particulièrement la mission des observateurs des Nations Unies lors des élections en Haïti et de façon plus significative la mission menée en République Démocratique du Congo. Parallèlement, les foyers d'interventions les plus brûlants à l'heure actuelle se trouvent au Timor Oriental, en Afghanistan où la résistance des Talibans se durcit, au Darfour, où il faut compter avec l'opposition du gouvernement Soudanais ; il ne faut pas oublier non plus le déploiement de forces au Liban après la crise avec Israël.

SITUATION, ORIGINES ET EVOLUTION DES FORCES EN PRESENCE

A) Diversification du déploiement des troupes

Globalement, on constate l'augmentation des contingents de maintien de la paix envoyés par les Nations-Unies, passés en 5 ans de 18 600 hommes à 68 500. Inversement, les forces envoyées par les organisations régionales (l'Union Européenne, l'OTAN, l'Union Africaine) ont connu une baisse d'effectifs pour descendre jusqu'à 52 700 hommes ; néanmoins en septembre 2006 ce chiffre est remonté à 68 000 hommes, soit un bond de 28% qui s'explique en particulier par les renforts envoyés en Afghanistan.

2 questions essentielles se posent par rapport à ce déploiement : Doit-il être repensé en termes de stratégie, attendu que l'évolution rapides des situations de crises atténué ou augmente les besoins de ces forces de par le monde ? D'autre part, l'effort actuel peut-il être soutenu, en terme de ressources, qu'elles soient humaines ou économiques ?

Considérons le détail de la répartition des troupes :

- Les Nations-Unies ont disposé plus de 50 000 hommes, soit 82% de leurs troupes et observateurs militaires en Afrique, et 3 000, soit 5% au Proche-Orient. Mais depuis septembre 2006 la force disposée dans la région du Liban est passée à 6 400 éléments et appelée à atteindre les 15 000 courant 2007. Les forces stationnées en Afrique passeront à près de 55 000 hommes en 2007 et sont réparties dans 4 pays, à savoir la République Démocratique du Congo, le Soudan, la Côte d'Ivoire et le Libéria.
- L'OTAN offre une répartition moins complexe : entre septembre 2005 et septembre 2006, il connaît 2 grands théâtres d'intervention : le Kosovo et l'Afghanistan avec respectivement 17 200 et 12 400 hommes. Le commandement de 12 600 soldats Américains en Afghanistan lui a par ailleurs été confié.
- L'Union Européenne est présente militairement en Bosnie, où elle a tout de même réduit ses forces, passant de 6 700 hommes à 6000, mais est venue renforcer les contingents des Nations-Unies stationnés à Kinshasa, à hauteur de 2 400 hommes. Il faut ajouter l'envoi de missions civiles ou humanitaires en Afrique et Asie.
- L'Union Africaine intervient principalement au Darfour. Mais son intervention aux Comores en mars 2006, avec plus de 1 200 hommes pour sécuriser les élections est considérée comme une réussite.

Conclusion : Hégémonie confirmée des Nations-Unies en 2006, dans l'importance des forces en présence. Les organisations dites « régionales » portent davantage leur intervention sur les zones de crises actuelles (à l'instar de l'Union Africaine au Darfour et de l'Australie au Timor Oriental, en mai 2006, pour ne citer que ces deux cas).

B) Diversification de l'origine des troupes

Après l'évolution du nombre et de la répartition des troupes dans le monde, il faut considérer celle de la provenance des hommes. On s'aperçoit ainsi que la majorité des hommes chargés du maintien de la paix agissant pour les Nations-Unies sont Africains ou Asiatiques ; par exemple, le personnel militaire venant du Bangladesh, de l'Inde, du Népal et du Pakistan représentent encore en 2006 au moins 45% des forces. L'Afrique arrive en deuxième position : sa participation est passée de 31% en 2005 à 27% en 2006. Elle reste donc importante, et la baisse constatée est à reporter sur la hausse des effectifs de l'Union Africaine qui a gonflé ses effectifs au Darfour.

Que ce soit dans le cadre des Nations-Unies ou de l'Union Africaine, 5 pays d'Afrique sont les principaux pourvoyeurs d'hommes. Par ordre d'importance, on peut citer le Nigéria (4 651 hommes engagés), le Ghana (3 237), l'Afrique du Sud (2 858), l'Ethiopie (2 574) le Rwanda (2 164), le Sénégal (2 156). Entre 2000 et 2006, il faut remarquer que ces pays maintiennent leur effort et ont même tendance à l'augmenter.

L'Asie du Sud-Est et le Pacifique avaient 3 500 hommes engagés dans les effectifs des Nations-Unies en septembre 2006, ce qui représente un doublement de leur présence par rapport à l'année 2005. La Chine reste en retrait ; elle a beau avoir doublé sa participation, avec 1 500 hommes et observateurs militaires en juin 2006 et promis avec l'Indonésie 1 000 hommes pour le Liban, cette participation semble encore dérisoire eu égard à son armée de plus de 1 600 000 hommes.

Enfin, les forces d'origine européenne sont essentiellement fournies par la France (plus de 9 000 hommes en 2006), l'Allemagne (8 000), l'Italie (6 000). On les retrouve engagées davantage au Proche-Orient qu'en Afrique, et cela avant même les événements récents au Liban. Cela s'explique par la volonté de limiter les interventions européennes en Afrique (où la France est encore engagée, ne serait-ce qu'en Côte d'Ivoire) au profit d'une interposition assurée par des troupes de pays voisins, agissant sous mandat des Nations-Unies ou de l'Union Africaine.

Conclusion : Les premiers pourvoyeurs pour l'année 2006 de troupes agissant pour le maintien de la paix dans le monde restent de loin les Etats-Unis, avec plus de 14 000 hommes en 2006. La tendance est à la stabilité pour les principaux autres pays qui engagent des hommes, mais un effort supplémentaire est attendu de la part de Pékin, qui s'est engagé à augmenter sa participation et que l'on espère voir s'investir davantage.

BILAN DES OPERATIONS ET CONDITIONS POUR CONSTRUIRE UNE PAIX DURABLE

A) Les conclusions tirées par l'étude de M. Doyle et N. Sambanis

Dans leur étude intitulée Faire la guerre et construire la paix, parue courant 2006 et qui analyse l'ensemble des opérations de paix menées par l'ONU entre 1945 et 1999, Doyle et Sambanis identifient 3 facteurs essentiels qui conditionnent le succès d'une opération de paix, dans ce qu'ils nomment le « triangle de la construction de paix ». Ces paramètres sont les suivants :

- Le degré d'hostilité entre les factions, mesuré par le nombre de morts et de réfugiés ainsi que le type de conflit et le nombre des parties engagées.
- Les ressources économiques et industrielles qui ont résisté à la guerre ou à la destruction,

mesurées par le produit intérieur par personne ainsi que la consommation d'énergie et éventuellement l'expérience passée de gouvernement démocratique.

- L'importance de l'aide internationale, mesurée par le type de mandat et le nombre de troupes envoyées.

Le rapport montre que plus l'hostilité demeure profonde après le conflit et les ressources sont faibles ou diminuées, plus le besoin d'aide internationale pour construire une paix durable est important.

Sur la base de ces observations, l'étude suggère un plan en 7 points pour l'édification de la paix : établir la sécurité intérieure, chercher à développer la coopération avec les pays voisins, mettre en place et promouvoir des réussites rapides en mettant en place les services essentiels, rétablir l'autorité de la loi et bâtir une Constitution, garantir le droit à la propriété et enfin promouvoir la participation démocratique pour favoriser une authentique réconciliation entre les gens.

Conclusion : Maintenir la paix consiste aussi à garantir le développement qui, en apportant à chacun les conditions nécessaires à une vie convenable et stable, est un rempart idéal contre les tensions résultant d'inégalités. Cette étude suggère que l'envoi de troupes s'accompagne de la venue de personnel juridique et technique pour jeter les bases d'une stabilité intérieure, dans les pays qui se relèvent d'un conflit. En cela, les outils de diagnostic proposés s'avèrent d'autant plus utile qu'il est important de parvenir à des résultats rapides pour encourager et rassurer les populations

B) Les facteurs du retour de l'instabilité dans les pays récemment pacifiés

Sur la base de l'étude de plusieurs dizaines de cas, Paul Collier et son équipe de chercheurs ont fait paraître un rapport qui retient 3 données essentielles à prendre en compte pour éviter le retour des hostilités :

- Une élection réduit les risques de « rechute » pendant l'année précédent le scrutin, mais l'année suivante les risques se retrouvent accrus. Autrement dit, toutes les parties fondent des espoirs sur le vote, mais des tensions peuvent résulter de son issue.
- Le développement économique réduit les risques, mais il prend en général 10 ans pour être fiable et solide. Entre-temps, une stratégie intermédiaire s'impose.
- Les opérations de paix menées par l'ONU ont clairement fait baisser les risques de retour à la violence. Il apparaît que dans certains cas, le doublement des moyens inhérents au maintien de la paix ferait passer le risque de rechute de 40% à 31%, au cours des 10 ans suivant la fin du conflit.

Ces résultats inspirent à Collier une « Stratégie Politique + », dans laquelle le « + » désigne un développement économique à long terme basé sur de réformes rapides et une aide substantielle, associées à une garantie de sécurité par des forces étrangères sous mandat onusien dans la période des 10 ans après la fin du conflit.

Conclusion : Si les opérations de paix doivent persévérer dans la voie actuelle, les stratégies de résolution de crise doivent être mises à jour. La communauté internationale aura toujours besoin de parfaire la compréhension des conflits pour mener à bien l'ambition d'une paix durable ; c'est la condition *sine qua non* du succès de ses opérations.